

« UN CHANGEMENT EST NÉCESSAIRE DANS LA CULTURE SCIENTIFIQUE »



Interview mené par Astrid Tomczak

Il a fait de l'Institut tropical et de santé publique suisse à Bâle une institution leader au niveau international et s'est fait connaître d'un large public grâce à ses efforts dans la recherche et la lutte contre les maladies liées à la pauvreté, notamment la malaria. Marcel Tanner, nouveau président des Académies suisses des sciences, répond à nos questions.

Marcel Tanner, l'Université de Bâle a déclaré, lors de votre leçon d'adieu, que vous étiez l'un « des scientifiques bâlois les plus influents ». Qu'avez-vous fait pour acquérir cette renommée ?

(Rires). Pas grand-chose. J'ai simplement fait mon travail et je suis resté fidèle à l'Université de Bâle pendant de nombreuses années. Lorsque j'ai pris la direction de l'Institut tropical en 1997, ce dernier comptait 80 collaborateurs et collaboratrices. A ma retraite, cet effectif était passé à 754 personnes venant de 62 pays et le budget se montait à 82 millions, couvert à 80% par des fonds de tiers. Pour moi, il a toujours été important de s'engager pour un objectif commun et de ne pas simplement faire des recherches dans son coin. A cela s'ajoutent une portion d'enthousiasme et la volonté de réaliser, de « faire » quelque chose là où l'on voit un besoin et où l'on a un mandat.

Citez-nous les étapes clés de votre carrière scientifique.

Il faudrait d'abord définir ce que l'on entend par étapes clés et par carrière. Dans le domaine de la prévention, le premier essai de vaccin contre la malaria que j'ai pu diriger a certainement été significatif. Et ensuite, après des décennies de recherche, nous avons vacciné 16'000 petits enfants dès 2009, lors d'un premier grand test de phase 3 en Afrique. Nous avons pu démontrer que ce vaccin est efficace, ce qui nous a permis de l'utiliser pour la première fois à large échelle en 2019. Un résultat formidable, même si la protection vaccinale n'est pas sûre à 100%. En combinaison avec d'autres mesures comme un diagnostic et un traitement précoces ainsi que le recours à des moustiquaires traitées avec des insecticides, il est toutefois possible de sauver des millions de vies. L'important est que ces programmes soient mis sur pied en partenariat et sous la responsabilité des Africains. En Suisse, nous dépensons environ

9'000 francs par habitant et par an pour les soins de santé. Dans des pays comme le Ghana ou la Tanzanie, cette somme est de 15 francs. Nous pouvons néanmoins et peut-être aussi pour cette raison apprendre beaucoup de ces pays, par exemple sur la manière de fixer des priorités et d'allouer des ressources. Cela est tout particulièrement important dans le contexte de la pandémie actuelle de Covid-19.

Y a-t-il aussi eu des échecs ?

Bien sûr. Ils ont été nombreux. Notamment lorsque l'évidence scientifique n'est pas comprise ou acceptée et n'a pas eu d'impact au niveau politique. Mais les échecs sont aussi une stimulation.

Au moment de cet entretien, nous nous trouvons en pleine épidémie de coronavirus. Le Conseil fédéral a nommé un groupe d'experts sur le Covid-19 dans lequel vous siégez également. Vous présidez l'Académie suisse des sciences naturelles depuis janvier 2016 et vous avez souligné à l'époque l'importance des conseils donnés au monde politique. Est-ce que cette mission a gagné en importance aujourd'hui ?

Elle a toujours été importante. Mais peut-être que nous ne l'avons pas toujours bien assumée. Dans la science, on part souvent de l'idée que l'on doit « tout » savoir avant de pouvoir agir. Mais ici ce n'est pas le cas. En épidémiologie et en santé publique, on apprend à procéder pas à pas. On doit aussi agir en disposant de connaissances incomplètes. La science ne dispose jamais de l'évidence suffisante pour tout savoir, mais elle en détient toujours suffisamment pour entreprendre quelque chose. C'est aussi une question éthique. Il faut parfois un peu bousculer les scientifiques. C'est déjà formidable que les Académies soient représentées dans

ce groupe d'experts sur le Covid-19. A l'origine, le Conseil fédéral semblait en effet vouloir confier ce mandat aux EPF exclusivement. Par chance, le président des Académies connaît bien ce domaine (rires).

Quelle est la compétence particulière des Académies, par rapport par exemple à d'autres acteurs comme les EPF, les universités ou le FNS ?

Son rôle et sa force résident dans le dialogue entre la science, la politique et la société. Les Académies ont un grand réseau au sein du monde scientifique, mais elles ont aussi des liens étroits avec des organisations privées et à but non lucratif. En tant que président de la SCNAT, j'ai souvent été une sorte de « prédicateur itinérant », que ce soit dans la vallée de Conches ou à Winterthour. Il s'agit toujours de montrer aux gens ce que la science peut faire et quelles sont les questions qui doivent être clarifiées. Le rôle des Académies est aussi de créer de la confiance. Mais avant la confiance, il y a le respect. C'est le respect qui crée la confiance.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement par rapport à l'épidémie actuelle ?

Un exemple peut-être extravagant mais néanmoins pertinent est la peur de certaines personnes qui craignent que l'introduction du réseau 5G puisse favoriser le Covid-19. Notre mission n'est pas de dire qu'il s'agit d'une ineptie ou que cela a été démenti depuis longtemps. Les Académies pourraient réaliser une petite étude sur le sujet. Je ne parle pas d'un énorme rapport. Je dis qu'il faut prendre les gens au sérieux et les traiter en conséquence. L'arrogance des scientifiques est souvent un obstacle. Les scientifiques ne sont pas là pour dire ce qu'on ne peut pas faire, mais ce qu'on peut atteindre et comment. Et je veux réunir des gens qui abordent les petites et les grandes problématiques dans cet esprit.

La mise en réseau au sein du monde scientifique et le dialogue avec la société constituent la mission centrale des Académies suisses des sciences. A cela s'ajoutent des priorités thématiques : culture et technologie numériques, mutation du système de santé, développement durable. Où les Académies se situent-elles par rapport à ces thèmes ?

Il est important que les Académies harmonisent et accompagnent le processus de numérisation au sein de la société. Ce ne sont pas seulement des connaissances techniques qui sont demandées mais également des compétences liées aux sciences humaines et sociales, notamment aujourd'hui où les rencontres et entretiens se font davantage devant un écran d'ordinateur que face à face et les yeux dans les yeux. En matière de durabilité, les objectifs de développement durable de l'ONU sont bien sûr un thème essentiel, l'objectif numéro 17 sur les partenariats globaux en faveur du développement durable étant, pour moi, particulièrement important. Ces partenariats sont souvent traités de façon très superficielle, en ce qui concerne les réseaux et les consortiums. L'association des Académies peut être ici un bon moteur dans la mesure où elle définit de manière précise qui assume quel rôle et quelle compétence. La mutation du système de santé est enfin le sujet de l'heure. Compte tenu de la situation actuelle, il apparaît de plus en plus clairement que la santé n'est pas un bien isolé. De nouveaux éléments comme l'« hospital at home » gagnent en importance et la

numérisation joue ici à nouveau un rôle important. Le cercle de la trilogie des priorités est ainsi refermé.

Au niveau organisationnel, le SEFRI demande que les synergies dans les secteurs de la communication, des finances, du personnel, de l'informatique et des services généraux soient exploitées et renforcées dans la Maison des Académies au moyen d'infrastructures et de ressources communes. Qu'en pensez-vous ?

Il s'agit de prendre cette demande au sérieux et d'y répondre. J'ai toujours été favorable à ce que les Académies s'évaluent elles-mêmes. Nous avons raté cette chance et nous vivons maintenant cette évaluation de l'extérieur.

Nous devons simplifier et rationaliser nos processus, c'est très clair. Et cela serait bien sûr formidable de voir les Académies réunies au même endroit, sous le même toit. Ce n'est aujourd'hui pas le cas, mais cela ne change pas grand-chose à notre manière de travailler. Mon message à la direction a toujours été le même : les secrétaires généraux et générales des différentes Académies/unités de + doivent tirer du même côté de la corde. Ils et elles sont en effet le moteur de l'ensemble, les comités directeurs ne sont que le « châssis et la carrosserie ». Il est important que le moteur fonctionne, un moteur avec 7 cylindres, tous étant également importants. Je ne trouve pas cela particulièrement difficile à mettre en œuvre. Mais il ne faut pas oublier que les Académies sont vieilles de 200 ans alors que l'association faitière est un petit enfant. Doit-il dire à ses grands-parents ce qu'ils doivent faire ? Mais si l'on est trop lié au passé, on ne peut pas regarder vers l'avenir. La citation de Peter von Matt que j'ai utilisée lors de ma leçon d'adieu sur le thème « no roots no fruits » est appropriée ici : « Celui qui ne sait pas d'où il vient ne peut pas savoir où il va, et celui qui ne peut pas se détacher du passé affronte l'avenir avec apathie. »

Quelles sont vos visions pour les Académies ?

Si on a uniquement des visions, on a besoin d'un psychiatre. Pour moi, comme je l'ai déjà souligné, il est important de procéder pas à pas en matière de conseils prodigués au monde politique et de collaborer entre les Académies. Un changement est nécessaire dans la culture scientifique qui doit s'éloigner de la culture des élites et de la protection des monuments. Nous nous trouvons tous dans le même bateau. Cela ne doit pas être un yacht de luxe, cela peut être une pirogue. On doit être modeste et ne pas surestimer sa propre contribution. J'ai au cours de ma vie déjà participé à de nombreux ateliers et épinglé des fiches sur des panneaux. La fiche la plus importante porte la mention « responsabilité et respect ». Il ne s'agit pas d'accomplir quelque chose d'extraordinaire. Celui qui cultive une telle ambition échoue souvent. Il s'agit de mettre la science au service du monde politique et de la population.

Marcel Tanner est détenteur d'un doctorat en biologie médicale de l'Université de Bâle et d'un master en santé publique de l'Université de Londres. Jusqu'à sa retraite en 2017, il a été professeur et titulaire de la chaire d'épidémiologie/santé publique et de parasitologie médicale à la Faculté de médecine et des sciences naturelles de l'Université de Bâle. De 1997 à 2015, il a été directeur de l'Institut tropical et de santé publique suisse. Il est aujourd'hui président des Académies suisses des sciences. Depuis 1977, ses travaux scienti-

fiques vont de la recherche fondamentale en biologie cellulaire et immunologie sur des maladies comme la malaria, la schistosomiase, la trypanosomiase, la filariose et le VIH/SIDA jusqu'à des recherches épidémiologiques et de santé publique sur l'évaluation des risques, la vulnérabilité, les conséquences sanitaires et la planification sanitaire. Il a codirigé en 1992 la première étude expérimentale africaine sur un vaccin contre la malaria ainsi que la plupart des grandes études d'intervention sur la malaria et la bilharziose. A côté de la recherche, il s'est notamment intéressé à la mise sur pied de capacités sanitaires et au partenariat nord-sud, ce que montre le développement de l'Ifakara Health Institute en Tanzanie. Il occupe également des fonctions de conseiller pour la recherche et le contrôle des maladies transmissibles, le renforcement des systèmes de santé et la mise sur pied de capacités au sein de diverses agences/organisations nationales et internationales, ainsi qu'au sein d'organismes/comités comme l'Hôpital universitaire de Bâle, l'OMS/SAG, Wellcome Trust, DNDi, FIND, INCLEN-Trust, la Fondation Gebert-Rüf et la Fondation Botnar. Il préside la CFIT depuis 2017.